

dans celui du monde tout entier. Le Canada doit pour cela s'associer à d'autres alliés des États-Unis tels que les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Espagne et l'Italie, et à des pays comme la Suède. À cet égard, je pense que nous pouvons aussi encourager les groupes qui, aux États-Unis, soutiennent les politiques axées sur le rétablissement de la paix. En second lieu, le Canada doit affirmer cette position au sein de tous les organismes internationaux dont il est membre (Nations-Unies, Fonds monétaire international, organismes régionaux). Il lui faut aussi accroître son aide économique et humanitaire, y compris l'aide aux réfugiés. Mais à cet égard, il devra observer de plus près le comportement des pays bénéficiaires de la région en ce qui concerne le respect des droits de la personne et les actes d'agression contre d'autres pays.

Je ne pense pas que le Canada doive officiellement faire partie du groupe de Contadora, mais il doit manifester clairement son intention de le soutenir par tous les moyens appropriés. Au cours des derniers jours, nous avons envisagé la possibilité de créer un groupe extérieur de pays souhaitant apporter leur appui à Contadora. C'est là une proposition intéressante qu'il conviendrait d'étudier attentivement. Le Canada devrait fournir une aide financière et technique au groupe de Contadora afin d'accroître ses chances de succès. Il pourrait ainsi favoriser la mise sur pied d'un secrétariat, l'exécution d'opérations de maintien de la paix, ou encore ce qui semble être la solution mentionnée le plus souvent, à savoir la création d'une commission de contrôle et de vérification. Le Canada doit indiquer clairement qu'il est prêt à agir sur tous ces plans.

À mon avis, le Canada devrait ouvrir une ambassade au Nicaragua, non seulement pour être mieux renseigné sur ce qui s'y passe et pour améliorer ses communications avec ce pays très particulier, mais aussi afin de lui prouver plus nettement qu'il le soutient dans ses efforts pour rétablir la démocratie après des années de désordre et d'abus sous le régime Somoza. Certains ont aussi proposé, au cours de la conférence, de nommer un ambassadeur itinérant. Il est vrai que les compétences de notre ambassadeur au Costa Rica s'étendent au Nicaragua, au Panama et au Salvador. Mais l'idée serait plutôt d'installer un ambassadeur qui aurait un rôle de conciliateur et qui pourrait se consacrer entièrement aux graves problèmes que connaît la région sans avoir à remplir les tâches courantes incombant à notre ambassadeur actuel au Costa Rica.

J'aimerais aussi que la politique étrangère du Canada accorde plus d'importance à l'Amérique latine et à l'Amérique centrale. J'en viens souvent à constater que nos Églises et nos ONG sont plus